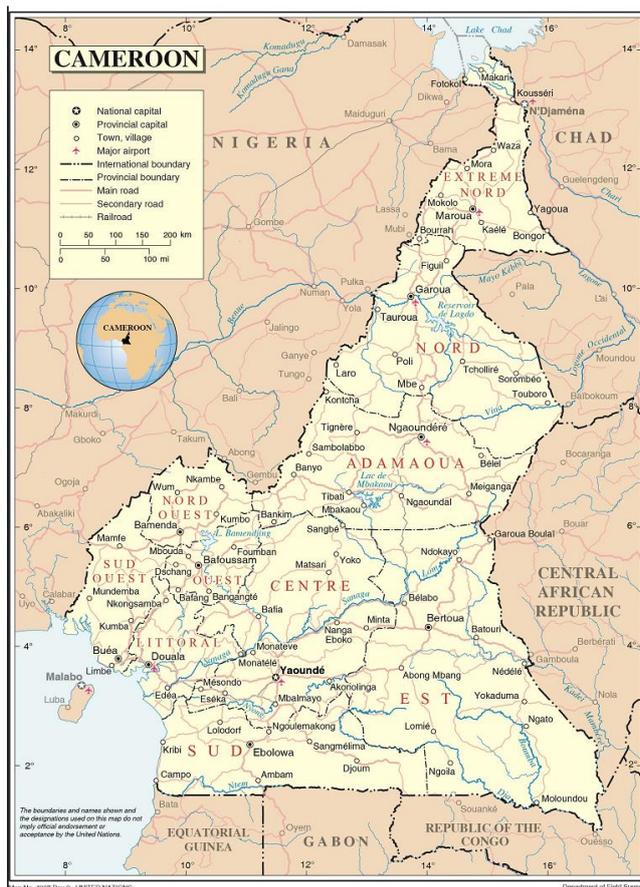


Factsheet Cameroun

Décembre 2024

1 Faits et chiffres



Carte : [ONU](#), 2015

avec [71 % des voix](#) face au leader de l'opposition, Maurice Kamto, membre du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC). La prochaine élection présidentielle aura lieu en [2025](#). Le parti du président, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), a obtenu la majorité absolue lors des [élections législatives de 2020](#). À la demande de Paul Biya, l'élection législative, qui devait avoir lieu en 2025, a été reportée à [2026](#). La [corruption](#) est systémique et les pots-de-vin sont monnaie courante dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le Cameroun occupe la [140^e place sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption (2023).

2 Profils à risque

- **Activistes pour les droits humains** : [menaces](#), violence, attaques ;
- **Journalistes** : répression, en particulier des [reportages consacrés aux régions anglophones](#) ou exprimant un point de vue critique, par des menaces, arrestations, intimidations et [assassinats](#) ;

Population : environ [29,1 millions](#), plus de [200 groupes ethniques et 250 langues](#) ; langues officielles : français et anglais.

La population du Cameroun est jeune. Plus de [deux cinquièmes](#) de la population ont moins de 15 ans et plus de [deux tiers](#) moins de 30 ans.

Religions : [33,1 %](#) de la population déclare être de confession catholique romaine, [27,1 %](#) de confession protestante et [30,6 %](#) de confession musulmane. [2,5 %](#) de la population déclare être animiste ou ne pas avoir de religion (estimations, 2022).

Le président a le monopole du pouvoir. Le Cameroun est une république présidentielle dominée par le président Paul Biya, en fonction depuis 1982. Il nomme le Premier ministre et le gouvernement, exerce une large influence sur le système judiciaire et est le chef suprême des forces armées. De nombreuses mesures politiques sont [mises en œuvre par décret présidentiel](#). Paul Biya a remporté un septième mandat en 2018

- **Personnes critiques** : poursuivies au titre de la [loi antiterrorisme introduite en 2014](#) ou pour propagation de *fake news* ;
- **Opposant-e-s politiques** : [intimidation, arrestations, torture](#), en particulier les [membres du MRC](#) ;
- **Séparatistes anglophones** [avéré-e-s et présumé-e-s](#) ;
- « **Collaborateur-trice-s** » du **gouvernement** dans les régions anglophones, en particulier les [civil-e-s](#) tel-le-s que personnel enseignant, étudiant-e-s, responsables politiques et religieux, personnel de santé et personnel humanitaire ;
- **Minorités ethniques et linguistiques** ;
- **Personnes LGBTIQ** : [homophobie, poursuites judiciaires, arrestations, chantage, violence](#) ;
- **Femmes** : [violence domestique et viols largement répandus](#), pratiques traditionnelles préjudiciables, en particulier pour les veuves, MGF (concerne [1,4 %](#) des femmes), « repassage des seins », discrimination fondée sur le droit coutumier ;
- **Enfants** : enrôlement forcé par des groupes armés, travail des enfants, [mariage des enfants, mariage forcé](#) ;
- **Personnes ayant survécu à la** [traite des êtres humains](#), à des fins de travail forcé et de prostitution.

3 Développements récents

Régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en guerre. En 2016, personnel enseignant, étudiant-e-s et avocat-e-s [ont manifesté](#) pour revendiquer plus de droits culturels et sociaux pour la population anglophone et pour s'opposer à l'exclusion économique des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces manifestations ont été [violemment réprimées par le régime et ont conduit à des arrestations massives](#). Les groupes séparatistes ont pris les armes et proclamé en 2017 le nouvel État d'Ambazonie, ce qui a [envenimé le conflit](#) en 2018, avec une hausse des attaques contre la population.

Les attaques visant la population civile se sont poursuivies en 2024. Tant les groupes séparatistes que les [forces de sécurité camerounaises](#) ont continué de lancer [de nombreuses attaques contre la population civile](#) en 2024. Les personnes qui ne respectent pas le boycott économique et politique des séparatistes sont [menacées](#) et assassinées. La guerre a entraîné la fermeture [de la plupart des écoles](#), universités et [établissements de santé](#) dans les régions anglophones. Selon l'ONU, le personnel enseignant et les élèves sont souvent la cible d'attaques. Au premier semestre 2023, [13 agressions violentes ont été recensées](#), dont des enlèvements d'enfants et d'enseignant-e-s. Dix attaques ont été commises en mai 2024, [dont un meurtre et plusieurs enlèvements d'enseignant-e-s](#). Les groupes séparatistes se servent du climat d'insécurité pour générer des revenus en [enlevant](#) des personnes et [en réclamant une rançon](#). Plus de [6000 personnes](#) sont mortes depuis le début du conflit, [583 113](#) (novembre 2024) ont été déplacées au sein de la région anglophone et plus de [73 000](#) se sont réfugiées au Nigeria (novembre 2024).

Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) dans la région de l'Extrême-Nord. L'organisation terroriste islamiste Boko Haram est aussi active au Cameroun, surtout dans la région de l'Extrême-Nord frontalière du Nigeria. La mort présumée du [chef de Boko Haram](#) en mai 2021 lors d'un combat avec la faction de l'EIAO a contribué à cimenter le pouvoir de l'EIAO. La guerre avec Boko Haram a coûté la vie à plus de [3000 personnes et en a déplacé environ 250 000](#). Boko Haram a poursuivi ses [attaques contre les communautés](#)

[locales](#) en 2024. Boko Haram et l'EIAO ont perpétré plus d'une douzaine d'attaques contre des communautés de pêcheurs et de pêcheuses dans l'Extrême-Nord lors desquelles [25 personnes ont été enlevées et sept tuées](#). Des [affrontements](#) entre les deux [groupes rivaux](#) ont également été signalés. Tous deux enlèvent des personnes civiles et du [personnel humanitaire](#), souvent pour obtenir une rançon.

Déplacement forcé et défis humanitaires en raison de la violence, des chocs climatiques et de l'insécurité alimentaire. Le HCR estime à [un million](#) (octobre 2024) le nombre de personnes déplacées internes. L'insécurité alimentaire touchait environ [2,8 millions de personnes](#) au printemps 2024, surtout dans l'Extrême-Nord et dans les régions anglophones. Les fortes précipitations ont provoqué des [inondations dans la région de l'Extrême-Nord](#). 448 000 personnes ont été affectées, plus de 56 000 habitations détruites et des dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles anéanties.

Élection présidentielle en 2025 et restrictions de la liberté d'expression. La [liberté d'expression est restreinte](#) en amont de l'élection présidentielle. Le gouvernement a également [interdit](#) deux coalitions de l'opposition. Les activistes des réseaux sociaux qui [s'engagent en faveur d'une transition démocratique](#) ou [critiquent les autorités](#) sont arrêté·e·s ou enlevé·e·s et torturé·e·s. L'[opposition a critiqué](#) le report de l'élection législative à 2026, car seul·e·s les membres de partis représentés au Parlement peuvent se porter candidat·e·s à la présidentielle. Des candidatures potentielles ont donc été empêchées.

4 Attaques de l'État contre les personnes critiques

La loi antiterrorisme de 2014 est utilisée contre les personnes critiques et les organisations de la société civile. Ces dernières sont en partie interdites. La [loi antiterrorisme](#) est utilisée pour restreindre la liberté d'association, de réunion et d'expression. Plusieurs organisations de la société civile ont été interdites.

Arrestations arbitraires. Outre [les séparatistes anglophones présumé·e·s et les civil·e·s](#), les membres de l'opposition aussi font l'objet d'[arrestations arbitraires](#). Les [arrestations et mises en détention de personne critiquant le régime](#) se multiplient à l'approche de l'élection présidentielle.

Recours abusif à la détention préventive, torture et mauvais traitements en détention. Les conditions de détention sont [rudes et très dangereuses](#) en raison de la pénurie de nourriture, de la forte surpopulation, du manque d'hygiène, de l'absence de soins de santé et de la violence entre codétenu·e·s. Il existe une [surpopulation carcérale chronique](#) (taux d'occupation de 164 % en avril 2024), due principalement au recours abusif à la détention préventive et à sa durée. La brutalité policière reste un problème, y compris les [mauvais traitements et actes de torture contre les personnes détenues](#).

Violence indiscriminée, torture, meurtres, disparitions forcées. Les troupes gouvernementales ont commis des actes de [violence indiscriminées](#), en particulier dans les régions anglophones, et détruit plus de 100 villages. Elles sont accusées d'[exécution extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'actes de torture et de viols à l'encontre de civil·e·s](#).

5 Pratique des autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2024. Selon les [chiffres du SEM](#), jusqu'en novembre 2024, le taux d'octroi de l'asile s'élevait à 8,3 % et le taux de protection à 24,1 % (décisions positives et AP). Chiffres corrigés (sans NEM) : taux d'octroi de l'asile de 13,2 %, taux de protection de 38,5 %.